



Les Médiations de l'Europe Politique

Philippe Aldrin, Nicholas Hubé,
Caroline Ollivier-Yaniv et Jean-Michel Utard (dir.)

Presses Universitaires de Strasbourg,
coll. « Sociologie politique européenne », 2014



par Philip Schlesinger
CCPR et CREATE, Université de Glasgow
Traduit de l'anglais par Emmanuel Taïeb

Lire un ouvrage sur la communication et la légitimité de l'Union européenne est, à l'été 2015, un curieux défi. L'UE est en effet traversée par diverses tensions. La question de la sortie de la Grèce de l'Europe pourrait – au moment où j'écris ces lignes – se résoudre ou non. La manière dont sera gérée la domination un peu rétive de l'Allemagne sur les questions économiques, est un point de plus en plus central dans la future dynamique européenne. La Guerre froide fait retour sous de nouvelles formes, dans la guerre en Ukraine et dans les menaces grandissantes de la Russie à l'égard des pays baltes. Les migrations en provenance de zones de conflit au Proche-Orient et en Afrique alimentent les discours sur l'Europe forteresse. La xénophobie a permis l'émergence d'un populisme d'extrême droite à l'intérieur de l'UE, souvent conjugué à l'euroscepticisme.

Aucune lecture ne saurait s'affranchir aujourd'hui de ces préoccupations. Il est cependant intéressant de noter que ces problèmes ne figurent pas explicitement dans le livre, qui plaide essentiellement pour une approche "socio-discursive" du rôle des médiations dans la légitimation de l'UE. Cet ouvrage est le fruit des recherches interdisciplinaires menées par l'équipe strasbourgeoise du programme "La production des espaces public européens". La liste des contributeurs inclut des doctorants comme des chercheurs confirmés, et, comme on pouvait s'y attendre, les questions traitées sont variées.

Il faut noter que les premiers travaux préparatoires datent de 2009 et 2011, et même si les propos ont été actualisés, la majeure partie des recherches semble ancrée dans cette période – qui, faut-il le rappeler, était déjà une période où

l'UE subissait la crise économique de 2008.

L'intention du livre est de revisiter plusieurs sujets. Il entend contrer le désintérêt pour la communication politique dans les études francophones mainstream sur les médias, notamment en science politique. Dans sa volonté de s'intéresser à ces champs de recherches, et à leur donner une légitimité, autant que la science politique peut le faire, l'ouvrage croise des travaux similaires dans la sphère anglophone. Les coordinateurs ont également choisi de discuter la préoccupation eurocratique officielle et centrale, selon laquelle les médias ont échoué à toucher le public européen, et que de nouvelles mesures (en particulier via les TIC) pourraient contribuer à minimiser le soi-disant déficit démocratique.

Contre cette position, ils ont fait des "médiations" leur leitmotiv, centrant le débat sur les formes variées et complexes d'interactions entre les institutions de l'UE et les acteurs très différents qui occupent la sphère européenne (lobbies, ONG, think tanks, groupes industriels, etc.) – bref, les secteurs les plus actifs de la supposée société civile européenne. Le contexte immédiat du débat étant le rejet du Traité constitutionnel européen en 2005, et, du côté de la Commission européenne, la tentative qui s'en est suivie en 2006 d'imaginer une nouvelle stratégie de communication, après avoir reconnu qu'une nouvelle "sphère publique européenne" n'était pas à l'agenda.

Le livre est divisé en trois parties. D'abord, une partie historique sur l'UE et les organisations qui l'ont précédée, et leurs liens avec la communication politique. Ensuite, on trouve une série de contributions sur la façon dont l'Europe institutionnelle parvient à mobiliser ses publics. Enfin, on trouve des analyses sur la manière dont les affaires européennes sont différemment médiatisées. Chacune des parties s'ouvre sur un texte liminaire, et le livre est introduit et conclu par les coordinateurs.

Tous ceux qui ont dirigé des ouvrages collectifs savent que les textes réunis seront nécessairement de qualité et de portée différente. Dans cet ouvrage, la majorité des contributions prend la forme d'études de cas.

Dans la première partie, François Foret, s'appuyant sur ses travaux sur le religieux, pense l'intégration européenne comme un processus social, en l'occurrence une "appartenance sans croyance". Il signe l'un des rares textes

du livre de portée générale. Philippe Aldrin et Nicolas Hubé analysent le rôle du porte-parolat, et offrent un panorama historique très utile de la façon dont les conflits autour du contrôle de l'information ont été permanents dans le projet européen. Stéphane Carrara livre des résultats supplémentaires à partir d'une étude historique de l'Europe des six, tandis que Jean-François Polo, remontant encore plus loin, revient sur les aléas de l'espace audiovisuel européen. Quant aux défauts du tournant délibératif de la Commission après 2005, ils sont étudiés par Julia Bonaccorsi et Caroline Ollivier-Yaniv.

La deuxième partie commence par une analyse astucieuse d'Hélène Michel sur le fait que la Commission européenne a toujours cherché l'engagement de ses publics, mais sans jamais se donner les moyens de l'atteindre. Son article est suivi par des études de cas très précises. Dans son analyse de l'ONG Finance Watch, Sandrine Roginsky explore l'autonomie très discutable d'un corps d'experts créé et soutenu par le Parlement européen. Nicolas Maïsetti s'intéresse à l'entrepreneuriat politique régional en France, Romain Badouard à la création de publics en ligne, et Ivan Chupin et Pierre Mayance débattent de la disparition d'un journalisme spécialisé sur la Politique agricole commune.

La troisième partie est sans doute la plus solide et la plus cohérente, avec une analyse approfondie sous forme d'une sociologie critique du journalisme européen, menée par Olivier Baisnée. Elle est suivie par un portrait bien informé de l'Agence Europe, dressé par Yoann Papat, qui montre qu'elle fait partie d'un circuit fermé de savoirs réservés aux initiés. Ensuite, Florian Texier explore les tentatives de professionnalisation du journalisme européen. Il souligne le fait que l'octroi d'un statut particulier à l'expertise de ces professionnels, pas seulement dans la blogosphère naissante, a échoué. Etudiant Zoom Europa, Aline Hartemann livre une analyse perspicace de la distinction permanente entre la production allemande et la production française, alors qu'elles sont censées construire une seule voix pour Arte. Le dernier article, celui de Jean-Michel Utard, insiste sur l'explosion de la présence sur Internet d'euro-sites, dont l'un d'entre eux, Cafébabel, a manifestement relevé l'énorme défi d'être écrit en plusieurs langues ; même si dans l'ensemble les effets de ces nouveautés restent ambigus, car ces sites ne prêchent que des convertis.

Les problèmes macro-politiques indiqués au début de cette recension ne figurent pas dans le corpus détaillé des études examinées ici, et les menaces

externes continues sur l'existence de l'UE n'étaient ni l'objet ni l'ambition des coordinateurs du livre. Ils ont rassemblé divers éléments, dont plusieurs offrent indéniablement de nouvelles analyses, en particulier en ce qui concerne la reproduction de la vision de l'élite, et la difficulté à conjuguer *demos* et *polis*. Le lecteur de ce volume ne pourra pas douter de la réalité des transactions complexes qui prennent place dans l'espace européen, ni non plus de la très grande difficulté à résoudre les problèmes de communication de l'Union. Cet ouvrage constitue une bonne illustration de la valeur analytique de l'approche socio-discursive. Mais rien ne reste jamais en l'état. Au contraire, la crise essentielle de la légitimité de l'Europe qu'examine ce volume, s'est considérablement intensifiée à travers tout le continent, depuis que les auteurs ont commencé à en examiner une première phase, bien moins préoccupante.